

## J'ai mal à ma culture

Pierre Lavoie

---

Numéro 68, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/29279ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

### Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

### ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

### Citer cet article

Lavoie, P. (1993). J'ai mal à ma culture. *Jeu*, (68), 160–162.

## Perles de culture



Dessin de Jean-Pierre Langlais.

Pierre Lavoie

### J'ai mal à ma culture

[...] là où il y avait un théâtre de citoyen,  
il y a désormais un théâtre de citadin.  
Il n'y a plus de cités, il n'y a plus que des villes.  
Le théâtre est devenu un élément du confort urbain,  
et la danse encore plus!  
Il faut d'abord digérer cette nouvelle situation  
et laisser les gens de théâtre,  
à défaut d'être des emmerdeurs d'État,  
être des emmerdeurs de proximité<sup>1</sup>.

Le numéro du magazine *L'actualité* du 15 octobre 1993 (volume 18, n° 16) publiait un reportage de Luc Chartrand, intitulé : «L'art est-il malade?», dans lequel celui-ci, sous prétexte de dénoncer un «nouvel académisme», le pouvoir d'une «nouvelle clique qui agit comme celles qui l'ont précédée en invoquant constamment l'argument d'autorité<sup>2</sup>», proposait une vision très négative de l'art contemporain, pour ne pas dire plus.

Que M. Chartrand, «[...] comme contribuable, [qui] paie pour les subventions, [ait] un certain droit de regard [...]» sur l'art, nul ne le contestera. Par contre, m'apparaît

1. Jean Jourdeuil, cité par Odile Quirot, «Le Loup et les Sept Blanche-Neiges» à Bobigny. Le conte de deux grands enfants pas sages. Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret réunissent Karl Valentin et Kafka en un spectacle déroutant», *Le Nouvel Observateur*, n° 1470, 7 janvier 1993, p. 63.

2. Luc Chartrand, cité par Stéphane Baillargeon, «Vie et mort de l'art contemporain. L'art actuel est attaqué de toutes parts, ici comme ailleurs. Comment y voir clair?», *Le Devoir*, 7 novembre 1993, p. E-4. Voir aussi, dans *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> novembre 1993, p. A-7, l'article signé par François Bertrand et François-Marie Bertrand : «Qui a peur de l'art contemporain? Si sa réception fait problème, il y a de fortes chances que ce soit parce que cet art exprime justement un malaise.»



[...] l'anti-  
intellectualisme et la  
peur de l'abstraction  
refont surface  
— étaient-ils jamais  
disparus? —,  
attaquant à tort  
et à travers  
les manifestations  
artistiques et  
culturelles qui ne  
correspondent pas  
au goût du jour,  
au goût du plus  
grand nombre,  
qui dérangent,  
qui heurtent notre  
sensibilité ou notre  
logique marchande.



davantage pernicieuse sa façon de présenter cet art en grossissant jusqu'à la caricature certaines œuvres jugées totalement absconses, incompréhensibles, inutiles ou coûteuses, ainsi que les nombreuses subventions accordées à un petit nombre de créateurs.

Dans ce débat qui entoure l'art contemporain depuis quelques années, on en est venu imperceptiblement à glisser hors de la sphère artistique ou symbolique pour ne retenir qu'une approche mercantile, où les éléments de scandale et de gros sous l'emportent sur les notions de réception critique et d'expression artistique. La présentation de la Banque d'œuvres du Conseil des arts du Canada, décrite comme un véritable «cagibi», bric-à-brac, fourre-tout situé entre le macramé et le pop art, la lourde insistance sur les subventions reçues par quelques artistes pendant une période de quatorze ans<sup>3</sup>, le coût élevé de certaines œuvres controversées achetées par les musées, tous ces éléments négatifs réunis tracent un tableau très noir de l'art contemporain, ce qui n'incitera certainement pas le grand public à aborder cet art ou à s'y intéresser. Pour être souvent difficile d'approche, il n'en méritait pas pour autant un traitement si grossier, un tel outrage.

La période de crise socio-économique que nous traversons actuellement avive ce type de discours réducteur, simplificateur. Comme le soulignait Lorraine Camerlain dans un éditorial<sup>4</sup> écrit en réponse à un article de Pierre Vennat sur «les revues pour l'élite que l'on commandite», nous sommes en droit de «craindre pour l'avenir de notre culture», car l'anti-intellectualisme et la peur de l'abstraction refont surface — étaient-ils jamais disparus? —, attaquant à tort et à travers les manifestations artistiques et culturelles qui ne correspondent pas au goût du jour, au goût du plus grand nombre, qui dérangeant,

Arthur Munk, *Antagonisme*,  
1992, huile sur toile.  
Photo de l'artiste.



3. Parmi les dix artistes pour lesquels *L'actualité* a compilé les subventions reçues entre 1980 et 1993, le sculpteur Gilles Mihalcean est en tête de liste avec des revenus de subventions totalisant 324 126 \$, ce qui donne une moyenne de 23 152 \$ par année, pour payer atelier, matériaux, etc. Est-ce plus scandaleux que les fonds de pension «royaux» que l'on paie à nos élus fédéraux et provinciaux? Que la Banque d'œuvres d'art ait acheté 17 000 œuvres à plus de 2 500 artistes depuis 1972, au coût de quinze millions de dollars (une moyenne de 882 \$ par œuvre et de 681 818 \$ par année), est-ce vraiment si scandaleux?

4. Lorraine Camerlain, «J'en appelle à la culture», *Jeu* 67, 1993.2, p. 7-8.

qui heurtent notre sensibilité ou notre logique marchande. Il va de soi que l'État ne peut et ne doit pas tout subventionner, que des choix «éclairés» doivent être faits, que le mandarinat doit être dénoncé, mais évitons les arguties spécieuses, les jugements à l'emporte-pièce, évitons de pourfendre les moulins à vent, de tout réduire au plus petit dénominateur commun, en somme de jeter le bébé avec l'eau du bain...

Le souci de M. Chartrand d'interroger les avenues de l'art contemporain est certes louable, mais à procéder de cette manière, sans discernement, en choisissant de susciter la controverse plutôt que le débat, il ne réussit qu'à exacerber ou à développer encore plus les réactions primaires qui ont trop souvent cours lorsque l'on analyse l'art uniquement en terme de valeur marchande ou d'utilité publique. Si des abus doivent être dénoncés, dénonçons-les, mais, de grâce, arrêtons de crier au scandale à tort et à travers, à l'abus des biens publics au moindre achat par l'État d'une œuvre controversée. Évitons de nous prêter ainsi au jeu de ceux qui méprisent l'art, la culture et les artistes, perçus encore trop souvent comme des parasites ou des «assistés sociaux chroniques», avec tout ce que cela comporte d'ignorance et d'incompréhension envers les artistes et les bénéficiaires de l'aide sociale. ◆